

RECONSTRUISSONS-NOUS MIEUX?

Des preuves à partir de 2020 et les voies
vers des dépenses de relance écologiques
inclusives

SYNTHESE A L'ATTENTION DES DECIDEURS POLITIQUES



Global Recovery
Observatory



ONU 
programme pour
l'environnement

Remerciements

Auteurs

Brian J. O'Callaghan, Smith School of Enterprise and the Environment, Université d'Oxford
Institut pour la nouvelle pensée économique, Oxford Martin School, Université d'Oxford

Em Murdock, Smith School of Enterprise and the Environment, Université d'Oxford
Collège de Harvard, Université de Harvard

Contributeurs

Nous remercions tout particulièrement Cameron Hepburn (Oxford SSEE), Steven Stone, Joy Aeree Kim et Himanshu Sharma (tous du PNUE) pour leurs perspectives de cadrage et leurs commentaires détaillés. Nous remercions également Edward Barbier (Colorado State University), Luis Felipe (PNUE), Katja Funke (FMI), Salman Hussain, Martina Otto, Cornelia Pretorius, Doreen Robinson et Anna Strohmeier (tous du PNUE) pour leurs perspectives, commentaires et suggestions utiles. Nous remercions Mirjam Boode (PNUE) pour ses services de révision et de soutien visuel. Nous bénéficions du soutien d'une équipe d'assistants de recherche astucieux comprenant Nigel Yau, Alexandra Sadler, David Tritsch, Emily Wen, Alexander Kitsberg, Henrietta Flodell, Thyra Lee, Hari Kope et Deiana Hristov (tous d'Oxford).

Le projet de relance économique de l'université d'Oxford est hébergé par la Smith School of Enterprise and the Environment. Le projet est soutenu par le Green Fiscal Policy Network, la Children's Investment Fund Foundation et la ClimateWorks Foundation. Brian O'Callaghan est soutenu par le Rhodes Trust.

Le réseau de politique fiscale verte est un partenariat entre le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), le Fonds monétaire international (FMI) et la Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit (GIZ) visant à promouvoir le partage des connaissances et le dialogue sur les politiques fiscales vertes. Il est soutenu par l'Initiative internationale pour le climat (IKI) du ministère fédéral allemand de l'environnement, de la protection de la nature et de la sécurité nucléaire (BMU).

Copyright © Programme des Nations unies pour l'environnement, 2021

Cette publication peut être reproduite en tout ou en partie et sous toute forme à des fins éducatives ou non lucratives sans autorisation spéciale du détenteur des droits d'auteur, à condition que la source soit mentionnée. Le Programme des Nations unies pour l'environnement souhaiterait recevoir un exemplaire de toute publication utilisant la présente publication comme source.

Aucune utilisation de cette publication ne peut être faite pour la revente ou à toute autre fin commerciale sans l'autorisation écrite préalable du Programme des Nations Unies pour l'environnement.

Clause de non-responsabilité

Les appellations employées dans cette publication et la présentation des données qui y figurent n'impliquent de la part du Secrétariat des Nations Unies aucune prise de position quant au statut juridique des pays, territoires, villes ou zones ou de leurs autorités, ni quant au tracé de leurs frontières ou limites. En outre, les opinions exprimées ne représentent pas nécessairement la décision ou la politique déclarée du Programme des Nations Unies pour l'environnement, et la citation de noms commerciaux ou de procédés commerciaux ne constitue pas une approbation. Les opinions exprimées dans cet ouvrage ne représentent pas nécessairement celles de la Smith School of Enterprise and the Environment, de l'Université d'Oxford, ou d'une institution associée ou d'un bailleur de fonds.

ISBN No: 978-92-807-3849-0

Job No: DTI/2347/GE

Illustration de la couverture par: Par Brazhyk, Adobe.

RECONSTRUISONS-NOUS MIEUX?

Des preuves à partir de 2020 et les voies vers des dépenses de relance écologiques inclusives

Synthèse à l'intention des décideurs politiques

Un an après le début de la pandémie, les coûts sociaux et économiques de la COVID-19 continuent à augmenter et à se répercuter dans le monde entier. Cette crise - "pas comme les autres" pour reprendre les termes de la directrice générale du FMI, Kristalina Georgieva - a précipité d'énormes dépenses fiscales de la part des gouvernements du monde entier en 2020. En dépit des nombreuses preuves suggérant que les politiques fiscales de restauration de l'environnement pouvaient être parmi les outils les plus efficaces pour la reprise économique, très peu de dépenses écologiques de ce type ont été annoncées en 2020.

Ce document fait état de 14,6 billions de dollars américains de dépenses annoncées dans les cinquante plus grands pays du monde en 2020, dont 1,9 billions de dollars américains (13,0%) ont été consacrés à des mesures de "relance" à long terme et 341 milliards de dollars américains (18,0 %) à des initiatives de relance verte.

Si l'on considère l'ensemble des dépenses, seuls 368 milliards de dollars américains (2,5 %) ont été annoncés pour des initiatives écologiques. L'investissement vert a été en grande partie dirigé

par un petit groupe de pays à revenu élevé, qui se trouve également avoir fait les plus grandes annonces de relance à ce jour. Ces chiffres ne tiennent pas compte des fonds de la Commission européenne qui n'ont pas encore été annoncés dans les budgets des États membres.

Avec l'instabilité climatique croissante, l'augmentation des inégalités et l'aggravation de la pauvreté dans le monde (Banque mondiale, 2021), il est crucial que les gouvernements reconstruisent mieux en s'appuyant sur une reprise verte et inclusive.

À cet égard, il sera essentiel que les pays avancés (AE) et les agences multilatérales s'associent généreusement aux pays marchés émergents et économies en développement (EMDE) pour répondre à leurs propres aspirations en matière de relance verte. Ce rapport explore les impacts de la COVID-19 et du "grand verrouillage" sur les vies et les moyens de subsistance en 2020 et illustre cinq domaines de politique verte qui pourraient optimiser la reprise économique et l'aide de support en alignant les pays sur leurs engagements mondiaux en matière de climat et de durabilité.

1. L'HISTOIRE DES DÉPENSES MONDIALES DE LA COVID EN 2020

L'économie mondiale s'est contractée d'environ 3,5 % en 2020 (FMI, 2021), ce qui représente sans doute la plus forte baisse annuelle depuis la Seconde Guerre mondiale.

Les mesures de confinement visant à contenir le virus ont supprimé l'activité économique et ont fait peser un fardeau disproportionné sur les communautés à faible revenu et autrement marginalisées par le biais de pertes d'emplois, de réductions de salaires et de la charge de morbidité (Aspachs et al., 2020 ; Rollston & Galea, 2020). En partie sous l'effet de l'inégalité des capacités de dépense, les pays avancés ont

consacré beaucoup plus de ressources aux mesures de sauvetage à court terme et aux mesures de relance à long terme (figure 1) que les EMDE. Les contraintes d'endettement des EMDE ont conduit à des appels de plus en plus nombreux à des financements concessionnels de la part des partenaires internationaux (ONU, 2020).

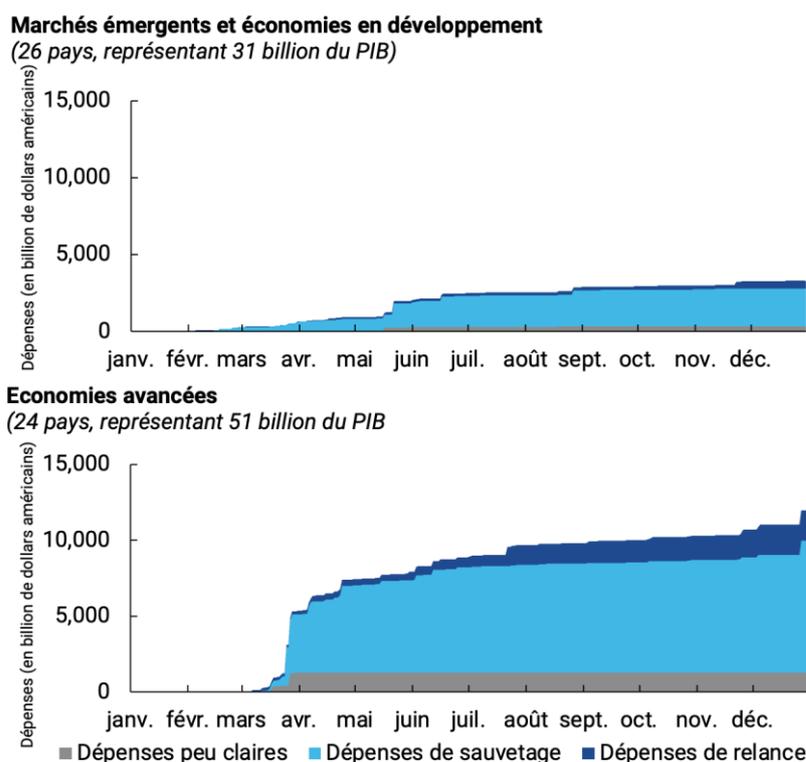


Figure 1. Dépenses mondiales annoncées pour la COVID-19 jusqu'en 2020. Les pays avancés, émergents et en développement définies par le FMI 2020 et limitées à ceux couvertes par l'Observatoire. Source: Observatoire mondial de la relance.

Jusqu'à la fin de 2020, les cinquante plus grandes économies mondiales ont annoncé un total de 14,6 billions de dollars de mesures fiscales liées à la COVID, dont 11,1 billions de dollars ont été consacrés aux efforts de sauvetage immédiats et 1,9 billion de dollars aux mesures de relance à long terme (le reste étant des dépenses peu claires).

De nombreux pays dont l'indice de développement est faible ont dépensé moins pour des mesures de sauvetage et de redressement, ce qui peut mettre en péril les taux de pauvreté, les résultats en matière de santé et la trajectoire de développement durable dans ces pays, réaffirmant ainsi la nécessité d'une aide étrangère et/ou d'un allègement de la dette. En excluant les fonds de la Commission européenne qui n'ont pas encore été annoncés dans les budgets des États membres, seuls 2,5 % de l'ensemble des dépenses et 18 % des dépenses de relance sont susceptibles de réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES). Les dépenses de relance ont manqué de nombreuses opportunités d'investissement vert en 2020 (figures 2 et 3), à l'exception notable du Danemark, de la Finlande,

de l'Allemagne, de la Norvège, de la France et de la Pologne, ainsi que des paquets de mesures de premier plan de l'Espagne et de la Corée du Sud. Les taux d'intérêt élevés et les contraintes d'endettement existantes ont entravé les efforts de relance de nombreux marchés émergents et économies en développement, laissant la grande majorité des dépenses de relance verte à un petit groupe des pays avancés dont les coûts d'emprunt sont relativement faibles (figure 4).

Bien que la proportion de dépenses écologiques soit minime en 2020, des investissements importants ont été néanmoins annoncés parmi un large éventail de politiques vertes, bien qu'avec beaucoup moins de diversité en matière de politique verte dans les EMDE

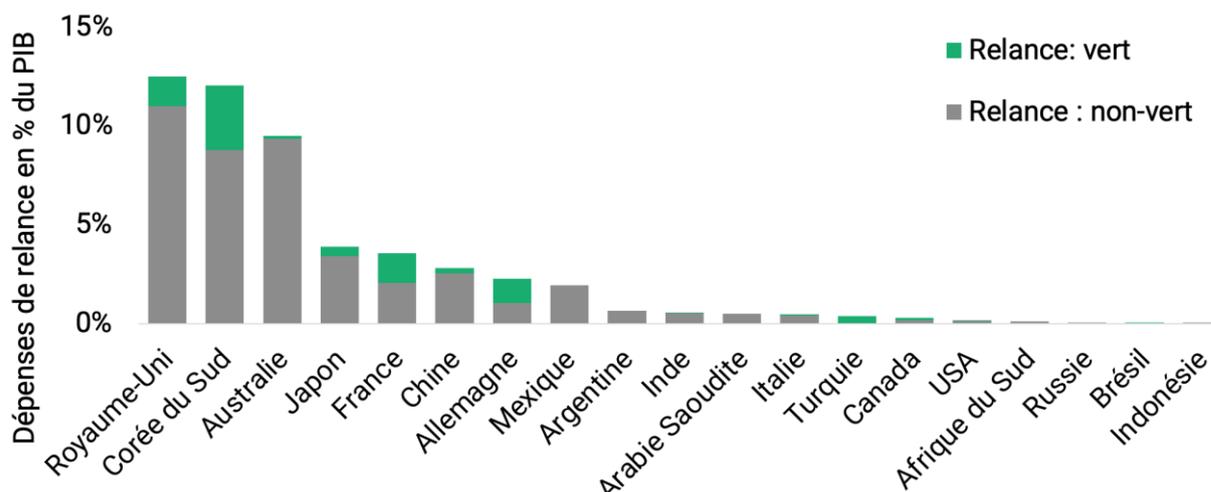


Figure 2. Dépenses de relance vertes, neutres et sales annoncées par les pays du G20, en pourcentage du PIB de 2019. Source: Observatoire mondiale de la relance.

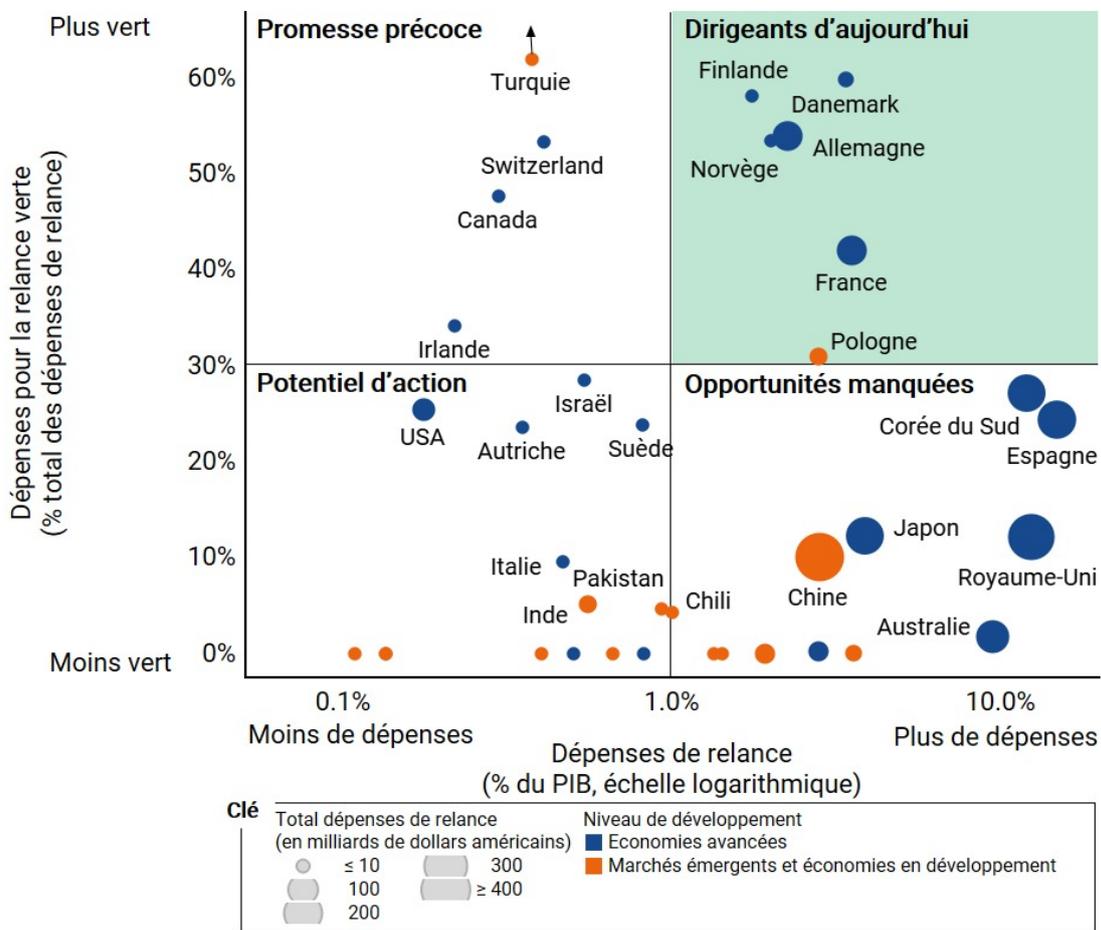


Figure 3. Dépenses de relance verte en pourcentage du total des dépenses de relance, par rapport aux dépenses de relance en % du PIB. La couleur représente le type de marché. Les dépenses de relance de la Turquie (0,43 % du PIB ; 100 % en vert) sont une valeur aberrante louable, qui n'est pas représentée avec précision sur le graphique en raison de limitations visuelles. De nombreux pays sont regroupés à 0 % de dépenses de relance en vert, de gauche à droite sur le graphique : Afrique du Sud, Thaïlande, Malaisie, Égypte, Arabie saoudite, Argentine, Portugal, Nigeria, Pérou, Irak, Mexique, Pays-Bas et Philippines. Les pays ayant moins de 0,1 % de dépenses de relance en % du PIB n'y figurent pas et sont énumérés à l'annexe A. Sources: Observatoire mondiale de la relance; données sur les taux d'intérêt de l'OCDE (2020c) et de la CEIC (2021).

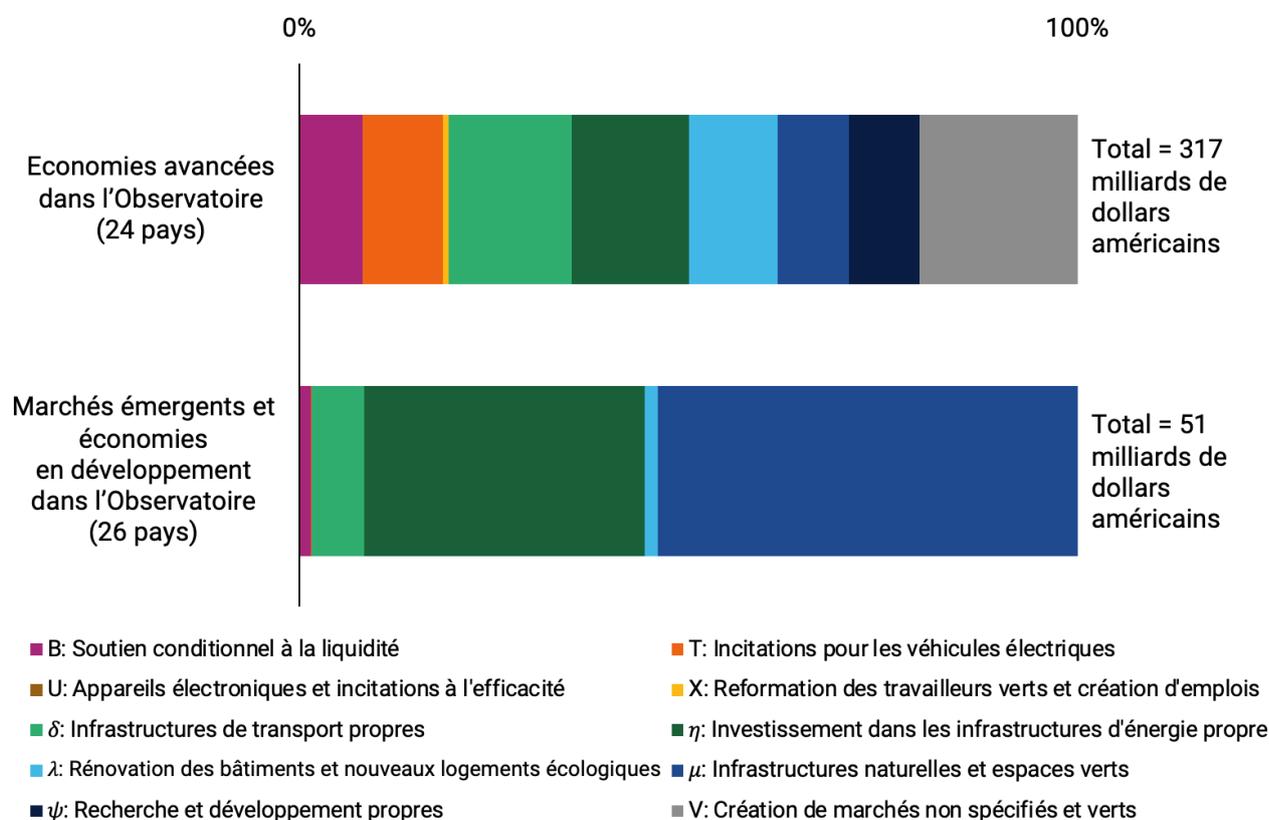


Figure 4. Répartition des dépenses vertes en 2020 entre les AE et les EMDE.

2. L'ÉNERGIE VERTE

Les investissements dans l'énergie verte peuvent avoir des effets multiplicateurs économiques importants, présenter un fort potentiel d'attraction des investissements privés et constituer une étape importante sur la voie de la décarbonisation de l'ensemble de l'économie.

En plus des nouvelles capacités de production d'énergie renouvelable, les investissements dans le transport, la distribution (y compris les réseaux intelligents) et les solutions de stockage de l'énergie peuvent également apporter de grands avantages. Les possibilités d'emploi pour ces investissements peuvent être importantes par rapport aux initiatives énergétiques traditionnelles, en particulier à court terme (Dvořák et al., 2017 ; Lehr et al., 2012). A long

terme, les opportunités d'emploi peuvent se poursuivre avec des emplois de haute qualité et de longue durée, nécessaires après la construction pour l'exploitation et la gestion (Wei et al., 2010). La disponibilité d'une énergie bon marché peut également induire une nouvelle croissance dans d'autres secteurs connexes, par exemple dans le transport électrique, la production de matériaux verts et les protéines de substitution. Les investissements dans l'énergie

verte peuvent apporter des avantages indirects importants s'ils remplacent les alternatives fossiles en réduisant la pollution atmosphérique nette et ses conséquences sur la santé (Lott et al., 2017 ; Shindell & Smith, 2019), ainsi qu'en améliorant la sécurité énergétique par une plus grande résilience aux catastrophes naturelles (AIE, 2007). Les possibilités d'investissement

varient considérablement d'un pays à l'autre ; par exemple, les pays disposant de marchés privés solides pour la production d'énergie renouvelable peuvent orienter les fonds de relance vers les infrastructures de stockage ou de transmission afin de soutenir et d'élargir la réserve d'investissements privés.

Un total de 66,1 milliards de dollars américains a été annoncé pour les dépenses en énergie verte dans le cadre des plans de relance de la COVID-19 en 2020.

Une grande partie de ces dépenses a été consacrée à la nouvelle production d'énergie renouvelable et à l'hydrogène, avec quelques dépenses supplémentaires annoncées dans les infrastructures de transmission. Peu de dépenses ont été observées dans le domaine des biocarburants, ou des infrastructures de batteries et de stockage. Des investissements supplémentaires dans la production d'énergies renouvelables pourraient être particulièrement

bénéfiques pour les EMDE dont la demande énergétique est en hausse. Il y a également des gains importants à réaliser en investissant dans l'hydrogène vert, en particulier pour les pays où la production d'énergie renouvelable existante est élevée. Dans ces circonstances, l'hydrogène vert peut agir comme un réservoir d'énergie, un vecteur d'énergie et un intrant dans des processus difficiles à décarboniser comme le transport maritime et la production d'acier.

| Pays | Politique | Caractéristiques principales |
|--------------|---|--|
| Espagne | España Puede l'investissement dans l'énergie verte | <ul style="list-style-type: none"> · Investissements directs dans la production d'électricité renouvelable · Transport, distribution, stockage et hydrogène vert · Emplois destinés aux personnes travaillant dans les industries touchées par la décarbonisation |
| Allemagne | Stratégie nationale de l'hydrogène | <ul style="list-style-type: none"> · Infrastructure de ravitaillement en hydrogène pour les transports lourds · Secteur industriel de l'hydrogène · Projets de démonstration · Investissements dans l'énergie éolienne et les autres énergies renouvelables · Soutien aux partenariats internationaux pour le commerce de l'hydrogène |
| Corée du Sud | L'investissement dans l'énergie à faible teneur en carbone | <ul style="list-style-type: none"> · Investissements dans la production d'énergie renouvelable (éolienne, solaire, hydrogène, et potentiellement d'autres) · Investissement dans les réseaux intelligents |

Tableau 1: Exemples de dépenses de récupération de l'énergie verte COVID-19.

3. LES TRANSPORTS VERTS

Par rapport aux alternatives traditionnelles, les investissements dans les transports verts peuvent créer rapidement de nombreux emplois, tout en créant des emplois à long terme dans l'exploitation et la gestion des actifs. Ces initiatives devraient également produire des multiplicateurs économiques élevés (Unsworth et al., 2020).

Le transport est une composante majeure des émissions actuelles de GES (AIE, 2020b) ; une décarbonisation rapide dans ce secteur est cruciale pour atteindre les objectifs climatiques (Dominković, 2018). Les transports traditionnels sont également responsables d'un volume élevé de pollution atmosphérique, en particulier dans les villes encombrées (EPA, 2015). Investir dans l'abandon des véhicules à moteur à combustion interne (ICE) peut donc améliorer les résultats sanitaires liés à la pollution (Buekers et al., 2014). Ces investissements peuvent prendre de

nombreuses formes, les plus courantes en 2020 étant les subventions et les transferts pour les véhicules électriques (VE) et les investissements dans les infrastructures de recharge. Des investissements supplémentaires dans les transports publics écologiques ou dans les infrastructures de marche et de cyclisme augmenteront probablement aussi la disponibilité des transports pour les communautés à faibles revenus, ce qui entraînera des gains de productivité et une amélioration de la situation économique (Hernandez et al., 2020).

Un total de 86,1 milliards de dollars américains a été annoncé pour les dépenses en matière de transport vert dans le cadre des plans de relance de la COVID-19 en 2020.

Les investissements du Royaume-Uni (RU) dans les transports publics ont été un moteur important des dépenses dans cette catégorie. Malgré leurs atouts économiques, les infrastructures pour la marche et le vélo n'ont pas été un choix de relance populaire. Il est essentiel de continuer à investir dans des solutions de transport écologiques pour les villes encombrées à forte densité de population, où les taux de maladies respiratoires

sont élevés (OMS, 2020). Les pays disposant d'un important secteur de fabrication automobile peuvent également bénéficier d'un soutien national important pour la transition de la production vers des véhicules plus écologiques. Ce type de transition pourrait être efficacement soutenu par des objectifs nationaux de production et/ou d'utilisation de véhicules écologiques.

| Pays | Politique | Caractéristiques principales |
|-------------|--|---|
| Pologne | Des incitations pour les véhicules électriques (production et consommation) | <ul style="list-style-type: none"> · Un large éventail de bénéficiaires de mesures d'incitation, notamment des collectivités locales, des entrepreneurs et des particuliers · Transports publics, taxis et bus scolaires · Les experts craignent que les rabais ne soient pas assez élevés, ce qui est illustré par le fait qu'ils ont été relativement peu utilisés jusqu'à présent |
| Chili | L'investissement dans les transports publics électriques | <ul style="list-style-type: none"> · 215 nouveaux bus électriques · Un nouvel électroterminal pour charger les bus électriques |
| Royaume-Uni | Plan en dix points pour une révolution industrielle verte (Transports) | <ul style="list-style-type: none"> · Accélération du déploiement des stations de recharge dans les foyers, les rues et les autoroutes · Soutien direct à la fabrication de VE · Subventions pour les consommateurs qui achètent des véhicules à faibles émissions |

Tableau 2: Exemples de dépenses de récupération de la COVID-19 pour les transports verts.

4. LA MODERNISATIONS DES BÂTIMENTS ÉCOLOGIQUES ET L'EFFICACITÉ ÉNERGÉTIQUE

Lorsqu'elles sont bien ciblées, les mises à niveau des bâtiments écologiques et les améliorations de l'efficacité énergétique peuvent figurer parmi les outils de stimulation économique les plus efficaces dont disposent les décideurs politiques.

Ils peuvent créer rapidement des emplois locaux relativement peu qualifiés et avoir un effet multiplicateur économique élevé (AIE, 2020a ; Jacobs, 2012 ; Roland-Holst, 2008). Elles peuvent réduire les émissions globales des bâtiments, qui représentent une grande partie des émissions de GES (AIE, 2019). Si elles sont conçues pour le faire, elles peuvent également réduire les coûts énergétiques pour les résidents, ce qui entraînera

une réduction de la précarité énergétique (Webber et al., 2015). Il est essentiel de cibler soigneusement les résidents à faible revenu pour optimiser les effets de stimulation de ces politiques, en veillant à ce qu'elles touchent des personnes qui, autrement, n'auraient pas effectué d'achat d'efficacité énergétique (Allcott & Greenstone, 2012).

| Pays | Politique | Caractéristiques principales |
|--------------------|---|---|
| France | France Relance (mesures d'efficacité) | <ul style="list-style-type: none"> De vastes améliorations de l'efficacité énergétique pour l'isolation, le chauffage et la ventilation Mesures pour les ménages, les propriétaires, les copropriétés, les logements sociaux et les bâtiments publics (ces mesures visent à réduire les coûts énergétiques pour les locataires) |
| Royaume-Uni | Programme de subvention pour les maisons vertes | <ul style="list-style-type: none"> Amélioration de l'efficacité énergétique pour le chauffage, l'isolation, les fenêtres et les portes à faible teneur en carbone 100 % des coûts couverts pour les ménages à faible revenu, mais cela nécessite l'accession à la propriété et le programme n'est pas entièrement réalisé |
| Danemark | Rénovation écologique des logements publics | <ul style="list-style-type: none"> Rénovation énergétique des logements publics Remplacement des fenêtres et des brûleurs à mazout Cible les membres des communautés à faibles revenus |

Tableau 3: Exemples d'améliorations de bâtiments de la COVID-19 et de dépenses de récupération de l'efficacité énergétique.

Un total de 35,2 milliards de dollars américains a été annoncé pour la modernisation des bâtiments écologiques et les dépenses en matière d'efficacité énergétique dans le cadre des plans de relance de la COVID-19 en 2020.

La grande majorité de cette somme a été consacrée à des programmes de modernisation écologique, bien que l'on ait observé quelques investissements plus modestes dans les toits solaires. Ces politiques ont tendance à être plus efficaces dans les pays avancés où le parc de logements est bien établi. Les gains d'efficacité énergétique sont également susceptibles d'être les plus importants dans les pays aux climats

extrêmes, avec des étés chauds, des hivers froids, ou les deux. De nombreux pays ont une longue tradition d'investissement dans des programmes de modernisation de l'efficacité énergétique ; l'extension des programmes qui ont fait leurs preuves peut contribuer à réduire les coûts administratifs et les délais associés à l'élaboration des politiques.

5. LE CAPITAL NATUREL

Les économies du monde entier dépendent du monde naturel, et comme une grande partie du capital naturel est menacée par la déforestation ou les catastrophes naturelles, il est maintenant plus important que jamais que les décideurs politiques prennent des mesures décisives pour le protéger et le reconstruire.

Étant donné qu'une grande partie des dépenses consacrées aux projets de capital naturel est souvent consacrée à la main-d'œuvre et à l'approvisionnement en ressources naturelles, les risques de délocalisation des dépenses publiques vers les importations sont faibles et le multiplicateur économique élevé (Nair & Rutt, 2009). Les emplois issus des investissements en capital naturel ont généralement des exigences de compétences relativement faibles et peuvent

offrir des opportunités d'emploi ciblées sur des groupes démographiques particulièrement en difficulté pendant la pandémie (Edwards et al., 2013). La liste des avantages connexes de l'investissement dans la nature est longue. Ils comprennent une plus grande résilience face aux futures pandémies et catastrophes naturelles, la réduction de la pollution atmosphérique et le renforcement de la biodiversité (Adams et al., 2004; IPBES, 2019).

Un total de 56,3 milliards de dollars américains a été annoncé pour les dépenses en capital naturel dans le cadre des plans de relance de la COVID-19 en 2020.

La Chine et les États-Unis d'Amérique (USA) ont fait des investissements importants dans les parcs publics et les espaces verts, et un certain nombre de pays ont investi dans des initiatives de plantation d'arbres. Il y a eu un manque évident de fonds consacrés aux questions de conservation écologique, et les décideurs politiques pourraient souhaiter explorer cette possibilité comme une option de stimulation future, en particulier dans les régions où l'écotourisme est un secteur important de l'économie. Les EMDE sont susceptibles de tirer de grands bénéfices des

investissements dans le capital naturel en raison des faibles exigences en matière de compétences de la main-d'œuvre, mais une conception politique prudente est nécessaire pour garantir le succès de ces programmes. Cela implique (en particulier dans le cas des programmes de reforestation) d'éviter les politiques de type monoculture, d'évaluer les implications potentielles sur la biodiversité et de travailler avec les communautés locales à tous les stades de la conception et de la mise en œuvre des politiques (Xiao et al., 2020).

| Pays | Politique | Caractéristiques principales |
|-----------------|--|--|
| Pakistan | Programme de boisement | <ul style="list-style-type: none"> Programme de boisement à grande échelle Un générateur d'emplois fort ciblant les femmes et les groupes vulnérables Les commentateurs ont noté des préoccupations concernant les considérations de biodiversité, les droits fonciers et les salaires équitables |
| Chine | Mesures de prévention de la pollution | <ul style="list-style-type: none"> visent principalement la réduction de la pollution de l'air Mesures supplémentaires pour la prévention de la pollution des eaux et des sols visent à réduire directement les effets négatifs sur la santé en abaissant les niveaux de pollution |
| Norvège | Diverses mesures concernant le capital naturel | <ul style="list-style-type: none"> Subventions pour la plantation d'arbres afin de soutenir l'industrie forestière Soutien à la réhabilitation de la nature et des espaces de vie en plein air Mesures de protection de la biodiversité |

Tableau 4: Exemples de dépenses en capital naturel liées à la récupération de la COVID-19.

6. LA RECHERCHE ET LE DÉVELOPPEMENT ÉCOLOGIQUE

Bien que les programmes d'investissement dans la recherche et le développement (R&D) présentent des caractéristiques différentes des autres domaines politiques clés, le soutien de ces initiatives est crucial pour la santé à long terme des économies et pour notre capacité à lutter contre le changement climatique.

Compte tenu de l'ampleur des répercussions économiques induites par la pandémie, il est clair que la reprise complète sera un travail en cours pour les années à venir, ce qui rend très important que certaines politiques de relance agissent sur des délais plus longs. Les répercussions économiques de la R&D verte devraient être très importantes, mais ne se manifesteront pleinement que quelques

années après l'investissement initial (Jaekyung Yang et al., 2011 ; Piva & Vivarelli, 2017 ; Wang et al., 2016). Les nouvelles technologies développées dans le cadre de ces programmes seront nécessaires pour respecter les engagements en matière de climat, en particulier dans les secteurs difficiles à réduire comme les transports lourds, l'industrie et l'agriculture.

Un total de 28,9 milliards de dollars américains a été annoncé en dépenses de recherche et développement écologique dans le cadre des plans de relance de la COVID-19 en 2020.

Cette somme est nettement inférieure à celle des autres catégories de dépenses vertes, probablement en raison de l'horizon temporel à long terme susmentionné pour les impacts, ce qui signifie que les gouvernements qui recherchent des changements tangibles à l'échelle mensuelle peuvent donner la priorité à différentes politiques à court terme. La plupart des dépenses de R&D annoncées ont fait partie de paquets verts beaucoup plus importants

plutôt que de politiques isolées. On en trouve des exemples clairs en France, en Allemagne et en Espagne. La majorité des dépenses ont été consacrées aux technologies énergétiques, avec peu d'investissements jusqu'à présent dans la R&D verte agricole ou industrielle. Les pays qui choisissent d'investir prochainement dans l'un de ces secteurs pourraient bénéficier d'un avantage en tant que pionniers.

7. CONCLUSIONS

Sommes-nous en train de reconstruire en mieux ?

Pas encore. Bien qu'il existe des exemples prometteurs de politique de relance verte, ils ont été mis en œuvre dans leur grande majorité par un petit groupe de pays riches. Toutefois, à mesure que les vaccins continueront d'être déployés et que le besoin de dépenses urgentes de type sauvetage diminuera, l'élan en faveur des dépenses de type relance augmentera. C'est peut-être la plus grande chance que nous ayons eue jusqu'à présent de réorienter le cours des émissions humaines de gaz à effet de serre et d'aligner les dépenses sur les objectifs de l'agenda 2030.

Certaines des politiques de relance les plus efficaces sur le plan économique sont celles-là mêmes qui nous mèneront vers une décarbonisation profonde et une amélioration de la pollution et de la perte de nature, et qui nous aideront à remédier aux inégalités mondiales et nationales qui n'ont fait que s'accroître en 2020.

Nous orientons les décideurs politiques vers l'Observatoire de la relance pour obtenir d'autres exemples de politiques de relance écologiques qui pourraient être utiles pour leurs décisions en matière de relance.

Le choix des décideurs politiques est clair : utiliser les dépenses de relance pour s'éloigner des pires effets du changement climatique et des inégalités, ou renforcer les systèmes à forte intensité de carbone existants et s'engager dans un avenir économiquement, socialement et écologiquement non durable.

Références

- Adams, W. M., Aveling, R., Brockington, D., Dickson, B., Elliott, J., Hutton, J., Roe, D., Vira, B. et Wolmer, W. (2004). Biodiversity Conservation and the Eradication of Poverty (Conservation de la biodiversité et éradication de la pauvreté). *Science*, 306(5699), 1146-1149. <https://doi.org/10.1126/science.1097920>
- Allcott, H., & Greenstone, M. (2012). Y a-t-il un écart d'efficacité énergétique ? *Journal of Economic Perspectives*, 26(1), 3-28. <https://doi.org/10.1257/jep.26.1.3>
- Aspachs, O., Durante, R., García-Montalvo, J., Graziano, A., Mestres, J. et Reynal-Querol, M. (2020). *Mesure de l'inégalité des revenus et de l'impact de l'État-providence lors de la COVID-19 : Preuves tirées des données bancaires*. VoxEU. <https://voxeu.org/article/income-inequality-and-welfare-state-during-covid-19>
- Buekers, J., Van Holderbeke, M., Bierkens, J., & Int Panis, L. (2014). Avantages pour la santé et l'environnement liés à l'introduction des véhicules électriques dans les pays de l'UE. *Recherche sur les transports, partie D : Transport and Environment*, 33, 26-38. <https://doi.org/10.1016/j.trd.2014.09.002>
- CEIC. (2021). Taux d'intérêt à long terme. Taux d'intérêt à long terme. <https://www.ceicdata.com/en/indicator/long-term-interest-rate>
- Dominković, D. F. (2018). L'avenir du transport dans les systèmes énergétiques durables : Opportunités et obstacles dans une transition vers une énergie propre. *Renewable and Sustainable Energy Reviews*, 82, 1823-1838. <https://doi.org/10.1016/j.rser.2017.06.117>
- Dvořák, P., Martinát, S., der Horst, D. V., Frantál, B., & Turečková, K. (2017). Investissements dans les énergies renouvelables et création d'emplois ; une évaluation intersectorielle pour la République tchèque en référence aux critères de référence de l'UE. *Renewable and Sustainable Energy Reviews*, 69, 360-368. <https://doi.org/10.1016/j.rser.2016.11.158>
- Edwards, P. E. T., Sutton-Grier, A. E., & Coyle, G. E. (2013). Investir dans la nature : Restauration de l'habitat côtier : infrastructure bleue et création d'emplois verts. *Marine Policy*, 38, 65-71. <https://doi.org/10.1016/j.marpol.2012.05.020>
- EPA. (2015, 10 septembre). *Vue d'ensemble de la pollution atmosphérique due aux transports* [Aperçus et fiches d'information]. US EPA. <https://www.epa.gov/transportation-air-pollution-and-climate-change/learn-about-air-pollution-transportation>
- Hernandez, D., Hansz, M., & Massobrio, R. (2020). Accessibilité des emplois par les transports publics et chômage en Amérique latine : Le cas de Montevideo (Uruguay). *Journal of Transport Geography*, 85, 102742. <https://doi.org/10.1016/j.jtrangeo.2020.102742>
- IEA. (2007). *Contribution des énergies renouvelables à la sécurité énergétique*. AIE. <https://www.iea.org/reports/contribution-of-renewables-to-energy-security>
- IEA. (2019). *Les multiples avantages de l'efficacité énergétique*. AIE. <https://www.iea.org/reports/multiple-benefits-of-energy-efficiency/emissions-savings>
- IEA. (2020a). *Reprise durable - Analyse*. AIE. <https://www.iea.org/reports/sustainable-recovery>
- IEA. (2020b, 31 juillet). *Émissions mondiales de CO2 par secteur, 2018 - Graphiques - Données et statistiques*. AIE. <https://www.iea.org/data-and-statistics/charts/global-co2-emissions-by-sector-2018>
- FMI. (2020). Base de données du Fiscal Monitor sur les mesures fiscales des pays en réponse à la pandémie COVID-19. Fonds monétaire international. <https://www.imf.org/en/Topics/imf-and-covid19/Fiscal->

Policies-Database-in-Response-to-COVID-19

- FMI. (2021). *Mise à jour des Perspectives de l'économie mondiale, janvier 2021 : Le soutien politique et les vaccins devraient permettre de lever l'activité*. Fonds monétaire international.
<https://www.imf.org/en/Publications/WEO/Issues/2021/01/26/2021-world-economic-outlook-update>
- IPBES. (2019). *Rapport d'évaluation globale sur la biodiversité et les services écosystémiques*. IPBES.
<https://www.de-ipbes.de/de/Globales-IPBES-Assessment-zu-Biodiversitat-und-Okosystemleistungen-1934.html>
- Jacobs, M. (2012). La croissance verte : Théorie économique et discours politique. *Institut de recherche Grantham sur le changement climatique et l'environnement*.
<https://www.lse.ac.uk/granthaminstitute/publication/green-growth-economic-theory-and-political-discourse-working-paper-92/>
- Jaekyung Yang, Byung Ho Jeong, & Kangmin Cheon. (2011). Trouver l'effet de décalage temporel de l'activité de R & D pour un programme de recherche gouvernemental de la Corée. *2011 IEEE International Summer Conference of Asia Pacific Business Innovation and Technology Management*, 221-225.
<https://doi.org/10.1109/APBITM.2011.5996327>
- Lehr, U., Lutz, C. et Edler, D. (2012). Des emplois verts ? Les impacts économiques des énergies renouvelables en Allemagne. *Energy Policy*, 47, 358-364. <https://doi.org/10.1016/j.enpol.2012.04.076>
- Lott, M. C., Pye, S., & Dodds, P. E. (2017). Quantifier les co-impacts de la décarbonisation du secteur de l'énergie sur la pollution de l'air extérieur au Royaume-Uni. *Energy Policy*, 101, 42-51.
<https://doi.org/10.1016/j.enpol.2016.11.028>
- Nair, C. T. S., & Rutt, R. (2009). *Créer des emplois dans le secteur forestier pour stimuler l'économie et construire un avenir vert*. 60.
- OCDE. (2020c, octobre). Taux d'intérêt - Taux d'intérêt à long terme - Données de l'OCDE. L'OCDE.
<http://data.oecd.org/interest/long-term-interest-rates.htm>
- Piva, M., & Vivarelli, M. (2017). *La R&D est-elle bonne pour l'emploi ? Preuves microéconométriques de l'UE*. Institut de l'économie du travail. /paper/ls-R%26D-Good-for-Employment-Microeconomic-from-EU-Piva-Vivarelli/b1bceffd56f7d13666b167a55880009b99c6a809
- Roland-Holst, D. W. (2008). Efficacité énergétique, innovation et création d'emplois en Californie. *AgEcon*, 82.
<https://doi.org/10.22004/ag.econ.46718>
- Rollston, R., & Galea, S. (2020). COVID-19 et les déterminants sociaux de la santé. *American Journal of Health Promotion*, 34(6), 687-689. <https://doi.org/10.1177/0890117120930536b>
- Shindell, D., & Smith, C. J. (2019). Avantages pour le climat et la qualité de l'air d'une élimination progressive réaliste des combustibles fossiles. *Nature*, 573(7774), 408-411. <https://doi.org/10.1038/s41586-019-1554-z>
- ONU. (2020, 23 septembre). *Aide à la relance en cas de pandémie, allègement de la dette essentiel pour maintenir les économies des pays en développement à flot, les orateurs insistent sur le fait que l'Assemblée générale poursuit le débat annuel | Couverture des réunions et communiqués de presse*.
<https://www.un.org/press/en/2020/ga12269.doc.htm>
- PNUD. (2019). Centre de données sur le développement humain. Programme des Nations unies pour le

- développement. <http://hdr.undp.org/en/data>
- Unsworth, S., Valero, A., Martin, R. et Verhoeven, D. (2020). *Saisir les opportunités de croissance durable des véhicules de tourisme à émissions zéro au Royaume-Uni*. LSE Growth Commission. <https://www.lse.ac.uk/granthaminstitute/publication/seizing-sustainable-growth-opportunities-from-zero-emission-passenger-vehicles-in-the-uk/>
- Wang, D., Zhao, X., & Zhang, Z. (2016). The Time Lags Effects of Innovation Input on Output in National Innovation Systems : The Case of China. *Discrete Dynamics in Nature and Society*, 2016, 1-12. <https://doi.org/10.1155/2016/1963815>
- Webber, P., Gouldson, A. et Kerr, N. (2015). Les impacts des programmes de modernisation des ménages et d'efficacité énergétique domestique : Une évaluation ex post à grande échelle. *Energy Policy*, 84, 35-43. <https://doi.org/10.1016/j.enpol.2015.04.020>
- Wei, M., Patadia, S., & Kammen, D. M. (2010). Mettre les énergies renouvelables et l'efficacité énergétique au travail : Combien d'emplois l'industrie des énergies propres peut-elle générer aux États-Unis ? *Energy Policy*, 38(2), 919-931. <https://doi.org/10.1016/j.enpol.2009.10.044>
- OMS. (2020). *Pollution de l'air*. OMS. <https://www.who.int/westernpacific/health-topics/air-pollution>
- Banque mondiale. (2021). *Perspectives économiques mondiales, janvier 2021* [Text/HTML]. Banque mondiale. <https://www.worldbank.org/en/publication/global-economic-prospects>
- Xiao, Y., Xiao, Q., & Sun, X. (2020). Risques écologiques découlant de l'impact du boisement à grande échelle sur le bilan régional de l'approvisionnement en eau dans le sud-ouest de la Chine. *Rapports scientifiques*, 10(1), 4150. <https://doi.org/10.1038/s41598-020-61108-w>



Pour plus d'information:

Programme des Nations Unies pour l'environnement
Division de l'économie

15, Chemin des Anémones
1219 Chatelaine - Ginebra
Suiza

economydivision@un.org
www.unep.org

www.greenfiscalpolicy.org

**Smith School of Enterprise and the Environment,
University of Oxford:**

www.recovery.smithschool.ox.ac.uk

